

Convention collective

**IDCC : 1525. – MÉTALLURGIE
(région dunkerquoise)
(31 août 1988)**

(Etendue par arrêté du 10 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

ACCORD DU 20 AVRIL 2012

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET AUX SALAIRES EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2012**

NOR : ASET1250864M
IDCC : 1525

EXPOSÉ

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations au niveau de la profession et rappellent que le présent accord, conclu sur les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et les salaires effectifs garantis annuels (SEGA), ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Article 1^{er}

Le barème des RMH servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé de 5 % à compter du 1^{er} avril 2012. La valeur du point RMH, base 35 heures, est fixée à cette date à 4,39 €.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH annexé au présent accord correspondent à un horaire de travail de 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail. Ils seront adaptés à la durée légale applicable dans les entreprises.

Ces montants mensuels étant fixés pour la durée légale du travail, ils doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 2

Le barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA) valable pour l'ensemble de l'année 2012 fixe, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975, le salaire annuel au-dessous duquel aucun mensuel ne peut être payé pour un horaire mensuel de 151,67 heures ou 35 heures par semaine.

Ces barèmes figurant en annexe du présent accord s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2012.

Ces salaires effectifs garantis annuels (SEGA) tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Ces barèmes des SEGA doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 3

Il sera tenu compte, pour la comparaison avec les barèmes des SEGA, de l'ensemble des éléments bruts de salaire, à l'exception des éléments suivants :

- primes d'ancienneté prévues à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective précitée ;
- majorations pour travaux pénibles, insalubres prévues à l'article 20 dudit avenant ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations découlant de l'intéressement et n'ayant pas un caractère de salaire ;
- sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Article 4

Les valeurs définies par les barèmes des SEGA seront calculées *pro rata temporis* en cas de survenance au cours de l'année de référence des différents événements suivants :

- changement de classification ou catégorie ;
- départ de l'entreprise ;
- absence du salarié.

En cas d'absence du salarié, il y aura lieu d'exclure des salaires bruts, tels que définis à l'article 3, toutes les sommes versées éventuellement par l'employeur, la sécurité sociale ou tout autre organisme pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence.

Article 5

La vérification du compte du salarié interviendra en fin d'année civile.

Le versement du complément éventuel devra être effectué au plus tard avec la paye de février de l'année suivante.

Ce complément versé au titre de l'année précédente sera exclu de l'assiette de comparaison pour l'année en cours.

Article 6

Les barèmes des SEGA ne comportent aucune incidence sur les RMH qui servent de base de calcul à la prime d'ancienneté, telle que définie à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la région dunkerquoise, ainsi qu'aux articles prévoyant des majorations fondées sur le salaire effectif garanti mensuel.

Article 7

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes.

En outre, il sera déposé auprès des services centraux du ministère ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dunkerque.

Article 8

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence à en demander l'extension.

Article 9

Le présent accord prend effet à compter du 1^{er} avril 2012.

Fait à Dunkerque, le 20 avril 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Flandre maritime.

Syndicats de salariés :

CGT ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

FGMM CFDT DCA 59-62.

ANNEXE

Barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA)

Base : 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine pour l'année 2012.

*Administratifs et techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE (sauf atelier)	
I	1	140	16 788		
	2	145	16 805		
	3	155	16 829		
II	1	170	16 834		
	2	180	16 839		
	3	190	16 956		
III	1	215	17 481	AM1	17 481
	2	225	18 040		
	3	240	18 460	AM2	18 460
IV	1	255	19 422	AM3	19 422
	2	270	20 310		
	3	285	21 654	AM4	21 654
V	1	305	22 957	AM5	22 957
	2	335	24 501	AM6	24 501
	3	365	26 068	AM7	26 068
		395	26 722		26 722

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI	
I	1	140	O1	16 788
	2	145	O2	16 805
	3	155	O3	16 829
II	1	170	P1	16 834
	3	190	P2	16 956
III	1	215	P3	17 979
	3	240	TA1	19 210
IV	1	255	TA2	19 920
	2	270	TA3	21 004
	3	285	TA4	22 169

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI	
III	1	215	AM1	18 192
	3	240	AM2	19 179
IV	1	255	AM3	20 295
	3	285	AM4	22 588
IV	1	305	AM5	23 494
	2	335	AM6	23 873
	3	365	AM7	27 600
		395		28 266

**Barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)
(changé depuis le 1^{er} avril 2012)**

Base : 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine.

Valeur du point : 4,39 €.

*Administratifs et techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE (sauf atelier)
I	1	140	614,60	
	2	145	636,55	
	3	155	680,45	
II	1	170	746,30	
	2	180	790,20	
	3	190	834,10	
III	1	215	943,85	AM1 943,85
	2	225	987,75	
	3	240	1 053,60	AM2 1 053,60
IV	1	255	1 119,45	AM3 1 119,45
	2	270	1 185,30	
	3	285	1 251,15	AM4 1 251,15
V	1	305	1 338,95	AM5 1 338,95
	2	335	1 470,65	AM6 1 470,65
	3	365	1 602,35	AM7 1 602,35
		395	1 734,05	1 734,05

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	POINT à 4,39 €	MAJORATION 5 %	MINIMUM hiérarchique
I	1	140	O1 614,60	30,73	645,33
	2	145	O2 636,55	31,83	668,38
	3	155	O3 680,45	34,02	714,47
II	1	170	P1 746,30	37,32	783,62
	3	190	P2 834,10	41,71	875,81
III	1	215	P3 943,85	47,19	991,04
	3	240	TA1 1 053,60	52,68	1 106,28
IV	1	255	TA2 1 119,45	55,97	1 175,42
	2	270	TA3 1 185,30	59,27	1 244,57
	3	285	TA4 1 251,15	62,56	1 313,71

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	POINT à 4,39 €	MAJORATION 5 %	MINIMUM hiérarchique
III	1	215	AM1 943,85	66,07	1 009,92
	3	240	AM2 1 053,60	73,75	1 127,35
IV	1	255	AM3 1 119,45	78,36	1 197,81
	3	285	AM4 1 251,15	87,58	1 338,73
V	1	305	AM5 1 338,95	93,73	1 432,68
	2	335	AM6 1 470,65	102,95	1 573,60
	3	365	AM7 1 602,35	112,16	1 714,51
		395	1 734,05	121,38	1 855,43